



HAL
open science

La Quatrième République, un régime dans lequel intérieur et extérieur sont inextricablement liés

Dominique Lejeune

► **To cite this version:**

Dominique Lejeune. La Quatrième République, un régime dans lequel intérieur et extérieur sont inextricablement liés. Licence. Université ouverte de Franche-Comté, Besançon, France. 2024, pp.24. halshs-04398218

HAL Id: halshs-04398218

<https://shs.hal.science/halshs-04398218>

Submitted on 16 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Dans le cadre de
« La Quatrième République : un échec total ? une "mal-aimée" ? un
prototype ? » (4 visioconférences)

cours n° 2 :

« Un régime dans lequel intérieur et extérieur
sont inextricablement liés »

Visioconférence pour l'Université ouverte de Franche-Comté, Besançon,
mardi 16 janvier 2024, 14h à 15h30

par Dominique Lejeune, professeur émérite d'histoire en khâgne au lycée
Louis le Grand

Évidente ressemblance avec la France actuelle, mais le contexte est fort
différent !

Cette conférence n'est pas un *digest* de l'histoire intérieure et extérieure
de la IV^e République ! Intéressons-nous plutôt à la **tripartition chronologique des
grands ouvrages historiques classiques**. Pour **Georgette Elgey** elle est *illusions (1945-
1951)* **1**, puis *contradictions (1951-1954)* **2**, enfin *tourmentes (1954-1959)* **3**. Le plan du
livre de **Jacques Fauvet** **4** est « la Quatrième se cherche » (le « provisoire » de **Jean-
Pierre Rioux** **5**) ; « la Quatrième se trouve » (mai 1947-1952, « la République du
moindre mal » de Jean-Pierre Rioux) ; « la Quatrième se perd » pour la suite et la fin
(« la République enlisée » de Jean-Pierre Rioux).

Plan de ce 2^e cours :

**I. Toujours se soucier du contexte : France rurale, France bourgeoise, nation
inégalitaire, mais...**

II. La chaîne de l'événementiel (intérieur et extérieur)

III. La grande crise de 1947 et la naissance de la Troisième Force

IV. Le président Auriol et l'instabilité gouvernementale

1 *La République des illusions (1945-1951)*, Fayard, 1965, réédition, 1993, 706 p.

2 *La République des contradictions (1951-1954)*, Fayard, 1968, réédition, 1993, 776 p.

3 *La République des tourmentes. 1954-1959*, Fayard, 2 vol., 1992-1997, 674 & 704 p. L'ensemble de cette *Histoire de la IV^e République* a été réédité avec la collaboration de M.Rey, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2018, 2 vol.

4 J.Fauvet, *La Quatrième République*, Fayard, 1959, 399 p., réédition Livre de Poche.

5 ... et ses « impératifs ». J.-P.Rioux, *La France de la Quatrième République*, Seuil, coll. «Points», N.H.F.C. (tomes 15 & 16), 1980-1983, 309 & 382 p., réédition, 1990.

Page de « timing » DL

I. Toujours se soucier du contexte : France rurale, France bourgeoise, nation inégalitaire, mais...

II. La chaîne de l'événementiel (intérieur et extérieur)

III. La grande crise de 1947 et la naissance de la Troisième Force

IV. Le président Auriol et l'instabilité gouvernementale

I. Toujours se soucier du contexte : France rurale, France bourgeoise, nation inégalitaire, mais...

Qu'est-ce que la société française des années 50 ? Une France encore largement rurale, celle de *Jour de fête* de Jacques Tati, le pays des « anciens francs », des « francs lourds », du « miracle Pinay », une « vieille France » encore, une nation de gens modestes, simples, moyens, où les inégalités sociales sont beaucoup moins prononcées que de nos jours. Une France rurale, cf. la reconstitution du battage ? Oui, dans la réalité des paysages, avec de nombreuses entreprises agricoles enchâssées dans les banlieues, et le poids des chiffres, oui de multiples autres manières. Des pèlerinages citadins, à Saint-Fiacre ou Saint-Aubin bien sûr, mais aussi à Notre-Dame-des-Anges, se déroulent encore dans un cadre très bucolique destiné à être bientôt rattrapé par l'urbanisation, voire coincé entre le boulevard Gagarine et une cité HLM 6 ; les stations de radio des années 50 ont presque toutes, sous un titre ou un autre, leur « magazine agricole » à l'instar de Radio-Luxembourg, les « chroniques de la pêche » harponnent l'auditeur du Programme parisien tous les jours à 20 h, et de nombreuses écoles normales primaires ont leur professeur et leurs cours d'agriculture ou d'horticulture, censés préparer les jeunes instituteurs à donner des cours pour adultes une fois lâchés dans le monde rural des années 50.

France rurale, oui, mais de moins en moins et avec rapidité. Le secteur primaire, celui de l'agriculture, est amputé de près d'un tiers de son pourcentage dans la population active en treize ans (29,6 % en 1949, 26,1 % en 1955, 20,1 % en 1962), les secteurs secondaire (industries) et tertiaire (commerces et services) se partageant les pertes du primaire (33,1 %, 34,3 %, 36,1 % aux mêmes dates pour le secondaire ; 37,3 %, 39,6 %, 43,8 % pour le tertiaire). C'est « l'ouverture au progrès »...

Le poujadisme est l'un des grands mouvements protestataires et populistes du XXe siècle français. Sociologiquement, il s'agit d'un mouvement « plébéien » regroupant des catégories moyennes de la société qui se sentent frustrées, rejetées ou à l'écart du progrès économique : petits commerçants, artisans et petits paysans. Les manifestations d'un tel mouvement sont traditionnellement virulentes et ses slogans, à la fois primaires et démagogiques, permettent de le classer à l'extrême droite. Le mouvement animé par Pierre Poujade réussit à cristalliser autour de lui une force suffisante pour ébranler, un moment, la IVe République.

6 Cas de Notre-Dame-des-Anges, encore en forêt de Bondy dans les années 50 (d'où le nom de Chêne pointu, tout proche). Mais la chapelle, restaurée il y a quelques années, voisine encore avec des tables de pique-nique...

Le 2 janvier 1956 Pujade et son mouvement remportent les suffrages de 2 476 038 électeurs (12,6 % des voix) et obtiennent 52 élus au Parlement : la presse est sur le coup largement « sonnée ». Mais le grand vainqueur c'est le Front Républicain (regroupant la gauche non communiste) qui, disposant d'une large majorité, va pouvoir diriger le pays, sous la houlette de Guy Mollet (et non de Mendès France). Le parti communiste est toujours le premier parti de France, avec 5,5 millions de suffrages exprimés (25,3 %, 150 députés), les indépendants et les modérés dépassent les 3,5 millions de voix (17 %), la SFIO vient ensuite avec 15 % (3 366 371 voix). Seuls les radicaux et l'UDSR (de peu : 11 %, 2,4 millions de voix), le MRP (avec les mêmes chiffres) et surtout les gaullistes (2,7 %, 585 000 suffrages exprimés) sont dépassés par les poujadistes 7.

La percée du poujadisme n'en est pas moins incontestable, l'explication étant à chercher d'abord dans le fait qu'il catalyse le mécontentement de l'opinion de droite sensible au renouveau de l'antiparlementarisme. Par ailleurs ses positions très favorables à l'Algérie française lui valent l'appui de toute l'opinion procoloniale. La géographie électorale montre qu'il obtient ses meilleurs résultats dans les régions les plus archaïques, celle où dominent les petites villes et l'agriculture familiale.

En fait, comme le RPF, le poujadisme ne résistera pas à l'épreuve de la parlementarisation et sa désagrégation va être rapide. Les causes de la rapide érosion du mouvement sont à chercher dans l'absence d'un programme établi avec clarté. Mouvement contestataire du régime, le poujadisme est incapable de proposer une politique cohérente sur le court terme. Le programme adopté en juillet 1955 est un catalogue de mesures empruntées à l'arsenal de la droite classique avec un soutien affirmé pour la présence française en Algérie. Reprendre la tradition idéologique et lexicale de l'extrême droite, avec l'antisémitisme, la haine de l'intellectuel et la théorie du complot ourdi par la classe politique, ne suffit pas à ancrer le poujadisme dans le paysage politique français, surtout en ces temps de croissance économique de la deuxième moitié des années 50, flux qui, mécaniquement, finit par entraîner les marges du mouvement, d'ailleurs soucieuses de respectabilité.

7 Il y a eu une forte participation et peu de suffrages blancs et nuls : les exprimés frôlent les 4/5 (79,6 %).

II. La chaîne de l'événementiel (intérieur et extérieur)

Déroulons artisanalement la chaîne — et non la trame ! — événementielle de la Quatrième.

1947

16 janvier : **élection (au 1er tour) du socialiste Vincent Auriol à la présidence de la République**

28 janvier : **Ramadier** fait investir son gouvernement, qui comprend cinq ministres communistes, par l'Assemblée nationale

29 mars : début de l'insurrection à Madagascar

30 mars : **discours de De Gaulle à Bruneval** (Seine-Inférieure, qui deviendra la Seine-Maritime en 1955), lors d'une cérémonie célébrant la Résistance et organisée par le colonel Rémy, grand résistant, de droite (Gilbert Renault, 1904-1984)

7 avril : **discours de De Gaulle à Strasbourg** : « Aujourd'hui est créé le Rassemblement du peuple français. J'en prends la direction. Il a pour but de promouvoir et de faire triompher, par-dessus nos divisions, l'union de notre peuple dans l'effort de rénovation et la réforme de l'État. » (texte remis à la presse écrite le 14, avec la majuscule à Rassemblement).

14 avril : **fondation du Rassemblement du peuple français (RPF)**

5 mai : annonce de la **révocation des ministres communistes** par Ramadier

6 mai : la SFIO maintient sa confiance au gouvernement Ramadier : fin du tripartisme

septembre : **vague de grèves** : « insurrection froide » ? 1947 = « l'année terrible » (Jacques Fauvet, pastichant Victor Hugo à propos de 1870-1871) ?

27 juillet : **discours de De Gaulle à Rennes**

20 septembre : Statut de l'Algérie

5 octobre : référendum en Sarre : 87 % des électeurs choisissent le rattachement économique à la France

19 et 26 octobre : **élections municipales ; succès gaulliste**

19 novembre : démission du gouvernement Ramadier

22 et 24 novembre : investiture de Robert Schuman à la présidence du Conseil puis de son gouvernement : **naissance de la Troisième Force**

29 novembre-4 décembre : débats violents et vote à l'Assemblée des textes sur « la défense de la République et la liberté du travail »

10 décembre : séance inaugurale de l'Assemblée de l'Union française

1948 (célébration, difficile, du centenaire de la révolution et de la Deuxième République)

11 février : Marcel-Edmond Naegelen (1892-1978), déjà ministre de l'Éducation nationale, devient gouverneur général de l'Algérie. Il déclarera quelques mois plus tard que la IVe République est plus proche de la Deuxième que de la IIIe République...

4 et 11 avril : élections de l'Assemblée algérienne (truquées)

22 mai : « **décret Poinso-Chapuis** » sur l'aide à l'école libre, imposé par le président du Conseil. Les associations familiales de l'enseignement libre sont habilitées à recevoir des subventions de l'État pour les répartir entre les familles qui ont des difficultés ; les parents de l'enseignement public en bénéficient aussi.

19 juillet : démission du gouvernement Schuman

24 juillet-27 août : gouvernement Marie ; crise ministérielle

11 septembre : Henri Queuille, président du Conseil

1949

6 octobre : démission du gouvernement Queuille ; crise ministérielle

27 octobre : Georges Bidault, président du Conseil

1950

4 février : démission des ministres socialistes : fin du tripartisme

30 mars : **mort de Léon Blum**

9 mai : **Plan Schuman pour un pool européen du charbon et de l'acier**

24 juin : démission du gouvernement Bidault ; crise ministérielle

2-12 juillet : deuxième gouvernement Queuille

13 juillet : investiture du gouvernement Plevén

8 septembre : fondation du mouvement anticommuniste Paix et Liberté (Jean-Paul David)

6 décembre : le général Jean de Lattre de Tassigny (1889-1952), « très grand seigneur » (Vincent Auriol, *Journal du Septennat. 1947-1954*, tome I, p. 102), est nommé haut-commissaire en Indochine

1951

15 février : création du Centre national des indépendants et des paysans (CNIP)

28 février : démission du gouvernement Plevén à la suite du débat sur la réforme électorale ; crise ministérielle

13 mars : investiture du troisième gouvernement Queuille

18 avril : **traité de Paris créant la CECA (Communauté européenne du Charbon et de l'Acier)**

7 mai : adoption de la loi électorale des « apparentements ». Pendant la campagne électorale un article de l'*Osservatore Romano* invite explicitement à voter pour le MRP lors des prochaines élections

17 juin : **élections législatives : chambre « hexagonale » (formule de Queuille : chacune des six grandes formations politiques a une centaine de sièges, très exactement 117 pour le RPF, 106 pour la SFIO, qui a pourtant obtenu deux millions de voix de moins que le PCF qui perd énormément de sièges et n'a que 101 députés, 99 pour les modérés, 99 aussi pour les radicaux, 88 pour le MRP, bon dernier), la Troisième Force conserve la majorité (50,5 %, 388 sièges sur 627), mais de très peu en voix !**

23 juillet : mort du maréchal Pétain

8 août : deuxième gouvernement Plevén

21-28 septembre : **loi Marie et loi Barangé accordant des aides à l'enseignement privé**. La loi Barangé porte le nom de Charles Barangé, 1897-1985, député MRP du Maine-et-Loire, premier dans l'ordre alphabétique des 18 signataires (députés MRP, RPF et modérés) d'un texte déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale (!).

1952

7 janvier : chute du gouvernement Pleven
 17 janvier-29 février : gouvernement Edgar Faure
 6 mars : Antoine Pinay, président du Conseil
 7-8 décembre : **émeutes au Maroc** ; nombreuses arrestations et dissolution de l'Istiqlâl
 23 décembre : démission du gouvernement Pinay

1953

7 janvier : René Mayer, président du Conseil
 6 mai : de Gaulle rend leur liberté aux élus RPF
 21 mai : démission du gouvernement Mayer : **crise ministérielle de 37 jours**
 4 juin : **Pierre Mendès France n'obtient pas l'investiture** (formule « Gouverner, c'est choisir », qui donnera son titre à l'édition du discours). Vincent Auriol (*Journal du Septennat. 1947-1954*, tome I, p. 104) avait été en 1947 plus long mais réservé puisque s'exprimant dans son journal : « Nous perdons du temps, ce n'est pas ainsi que l'on gouverne, il faut aller vite et avoir l'esprit résolu et le caractère ferme. Le Conseil des ministres doit enregistrer les accords intervenus entre les ministres compétents sous l'arbitrage du président du Conseil. »
 26 juin : Joseph Laniel, président du Conseil
 août : **grève prolongée des services publics**
 17-22 décembre : **très laborieuse élection présidentielle**, télévisée et suivie à Versailles par les familles des candidats (**René Coty est élu au 13e tour**)

1954

7 mai : chute de **Diên Biên Phu**
 12 juin : chute du gouvernement Laniel
 18 juin : **investiture de Mendès France**
 20 juillet : **accords de Genève sur l'Indochine**
 19-22 août : conférence des Six à Bruxelles sur la CED
 30 août : **rejet de la Communauté européenne de Défense (CED) par l'Assemblée nationale**
 1er novembre : **début de la guerre d'Algérie**
 7 décembre 1954 : révision constitutionnelle, destinée à solidifier les gouvernements

1955

« Le 5 février 1955, le gouvernement de Pierre Mendès France est renversé, mettant fin à deux cent trente jours d'activité durant lesquels, pour reprendre les termes du président du conseil, "quelque chose a travaillé, a vibré" ». Les principales étapes

politiques qui suivent : les élections de 1956, la « question algérienne », la crise de mai 1958, la rédaction d'une nouvelle constitution. » (*L'histoire au jour le jour*, tome II, *Le Monde*, Dossiers et documents, 1985, p. 141).

20 février : grand meeting de Pierre Poujade au Vel' d'hiv', Vélodrome d'hiver de 1911 qui sera démoli en 1959

23 février : investiture d'Edgar Faure

19 mai : **rappel des « disponibles » pour faire la guerre d'Algérie**

20-21 août : **émeutes sanglantes dans le Constantinois**

29 novembre : chute d'Edgar Faure, permettant (deux renversements à la majorité absolue en 18 mois) la dissolution de l'Assemblée nationale (prononcée le 30)

1956

2 janvier : **élections législatives : victoire relative du « front républicain »**, 52 sièges aux poujadistes, le PC gagne 50 sièges, le RPF s'effondre

1er février : investiture de Guy Mollet

6 février : **Mollet accueilli à Alger par de vives manifestations d'hostilité**

2 mars : **reconnaissance de l'indépendance du Maroc**

5 avril : condamnation « en simple citoyen », dans *Le Monde*, sous le titre « France, ma patrie... », de la politique algérienne du gouvernement par Henri Irénée Marrou (1904-1977), ancien résistant, professeur d'histoire du christianisme à la Sorbonne, bientôt perquisitionné (en vain) et qualifié par le président du Conseil de « cher professeur » **8**

23 juin : loi-cadre pour l'outre-mer (collège unique, suffrage universel...)

2 novembre-22 décembre : **intervention franco-britannique en Égypte** (crise et guerre de Suez)

novembre : **manifestations anticommunistes dans toute la France, dues à l'intervention soviétique en Hongrie**. À Paris, *Paris rouge* **9**, le siège du PCF est incendié et en partie dévasté. Remous à la CGT, la Fédération du Livre soutenant les Hongrois.

21 novembre : devant le Comité central du PCF, Thorez affirme que « l'intervention de l'armée soviétique [en Hongrie] a représenté une démarche naturelle et nécessaire » (cité par Michel Winock)

1957

7 janvier : **début de la « bataille d'Alger »**

25 mars : **signature des traités de Rome créant la Communauté économique européenne (CEE, Marché commun) et l'Euratom**

21 mai : chute du gouvernement Mollet

12 juin : ministère Bourguès-Maunoury

10 juillet : ratification des traités de Rome

8 Biographie magistrale : Pierre Riché, *Henri Irénée Marrou. Historien engagé*, Le Cerf, 2003, 418 p. Et le grand livre-témoignage de H.-I. Marrou, *Crise de notre temps et réflexion chrétienne (de 1930 à 1975)*, Beauchesne, 1978, 471 p.

9 Cf. J.-P.A. Bernard, *Paris rouge, 1944-1964. Les communistes français dans la capitale*, Seyssel, Champ Vallon, 1991, 268 p.

31 juillet : reconnaissance par la France de la République en Tunisie, indépendante depuis 1956

30 septembre : chute du gouvernement Bourgès-Maunoury

5 novembre : gouvernement Félix Gaillard

1958

15 avril : chute du gouvernement Gaillard

13 mai : gouvernement Pierre Pflimlin ; **Comité de salut public à Alger**

19 mai : conférence de presse de De Gaulle

29 mai : **René Coty demande d'investir de Gaulle comme chef de gouvernement, ce qui est accepté le 1er juin**

4-7 juin : 1er voyage de De Gaulle en Algérie

4 septembre : **présentation par de Gaulle du projet de constitution**

24 septembre : fondation de l'UNR (Union pour la Nouvelle République, gaulliste)

28 septembre : **référendum constitutionnel** : 79,25 % de oui en métropole. La carte du « oui » oppose très nettement la France du « croissant fertile », mais avec des « trous » (l'Île-de-France surtout), à la France du Midi et du Massif central

23 et 30 novembre : **élections législatives. 387 députés sortants battus**. Au premier tour un pourcentage non négligeable d'abstentions (22,9 %) et de votes blancs ou nuls (2,3 %). **Les gaullistes (20,4 % des suffrages exprimés) ne dépassent pas encore les modérés (22,1 %)** mais dépassent (de peu) les communistes (19,2 %). La SFIO fait 15,7 %, le MRP reste au-dessus des 10 % (11,1 %) et les radicaux sont à 7,3 %. Une « extrême droite » (les anciens poujadistes) obtient 2,6 %. **Au deuxième tour, grâce à un heureux découpage des circonscriptions, les résultats sont caricaturaux** : 198 députés UNR (212 avec les apparentés), 118 modérés, 56 MRP ; 44 SFIO (avec les apparentés !), 33 radicaux et assimilés, 10 communistes...

21 décembre : de Gaulle élu président de la République et de la Communauté française

III. La grande crise de 1947 et la naissance de la Troisième Force

Il y a de nombreuses vagues de **grèves** dans les années 50, et en particulier l' « insurrection froide » (Vincent Auriol) **de 1947**, qui est fondamentale pour la compréhension de l'histoire de la Quatrième République. C'est l' « **année des tempêtes** » (Vincent Auriol, toujours), ainsi nommée eu égard à la violence des affrontements. Je rappelle que certes la guerre d'Indochine est commencée mais que le contexte politique intérieur général n'est pas particulièrement grave ; allons plus loin quant à l'histoire politique des années 50.

Les interprétations actuelles du lien entre les troubles sociaux et l'histoire politique sont très contradictoires. **S'agit-il d'une tentative révolutionnaire de prise du pouvoir par les communistes ?** En juin 1947, donc bien avant la conférence du Kominform, Paul Ramadier dénonce « une sorte de mouvement giratoire de grèves qui se développe comme s'il y avait un chef d'orchestre clandestin ». **S'agit-il de simples mouvements revendicatifs ? Ces deux premières interprétations sont trop simples pour être satisfaisantes.** Ainsi, pour la deuxième, certes les salariés sont très malheureux, mais il ne suffit jamais qu'une situation sociale soit très pressante pour qu'éclatent des mouvements de revendications... Ce qui est maintenant sûr **10** c'est que, longtemps à l'avance, **au printemps 1947, le Parti communiste et la fraction majoritaire (pro-communiste) de la CGT décident de lancer une campagne d'agitation pour la fin de l'année 1947 ; mais l'agitation éclate, violente, presque tout de suite (à l'été 1947), pour atteindre son paroxysme fin novembre 1947, donc nettement après la conférence du Kominform.** L'événement décisif dans le contexte est à coup sûr cette **conférence du Kominform**, successeur du Komintern, en Pologne (exactement à Szklarska Poreba, en Silésie), en septembre 1947. Andreï Jdanov y sermonne très durement les délégués français (Jacques Duclos et Étienne Fajon), ainsi que les envoyés italiens. **La coupure entre l'Est et l'Ouest, leur dit-il, est irréversible, un Parti communiste ne peut plus être un parti de gouvernement en Europe occidentale, il doit animer le bloc anti-impérialiste,** que le plan Marshall est en train de resserrer par réflexe défensif, le PCF ne doit plus être qu'une force d'opposition violente et acharnée. **Le Parti communiste et la CGT sont alors contraints par la poussée des « masses » de passer immédiatement à ce qui n'était prévu que pour une seconde étape.** Il faut ajouter que beaucoup de militants de haut niveau ont quitté le Parti communiste depuis, or leurs témoignages montrent que le Parti communiste n'a, au départ, ni voulu, ni préparé une insurrection. **Mais les communistes sont en octobre-novembre 1947 à l'avant-garde, après avoir été**

10 Cf. Ph.Buton, *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*, Presses de la FNSP, 1993, 352 p. ; Ph.Buton & J.-M.Guillon dir., *Les pouvoirs en France à la Libération*, Belin, 1994, 590 p.

surpris ! Quelle avant-garde ? En l'absence de Thorez, parti en URSS le 31 octobre, la **direction du Parti communiste se laisse glisser après coup dans l'aventure révolutionnaire**, ce que montrent bien les titres de *L'Humanité*, mais il est à peu près sûr que, rentré en France 29 novembre 1947, **Thorez s'emporte contre la façon dont le mouvement est conduit**. Comme il l'avait fait en 1936 et en 1944, il **prend la responsabilité de « renverser la vapeur » : PCF et CGT font décider la reprise du travail**, les grévistes pliant sous la menace gouvernementale de perdre le droit à la Sécurité sociale ! Mais **tout cela n'est clair que maintenant**, à l'époque la crainte de l'« insurrection » provoque un **regain de la bonne vieille « peur du rouge » et elle pèse lourdement sur la confiance que les puissances occidentales peuvent avoir en la France, renforçant chez les Américains l'idée de donner à moyen terme la priorité au relèvement de l'Allemagne**. À court terme, la conséquence syndicale est la scission CGT-FO de décembre 1947, encouragée par les États-Unis.

Les **élections municipales**, prévues pour le mois d'octobre, doivent être particulièrement disputées car elles renouvèlent des conseils élus en 1935 et elles sont le premier scrutin de la guerre froide. De plus, pour le RPF, c'est un premier test car depuis sa fondation le général **de Gaulle a haussé le ton contre les « partis » et aussi contre les communistes** : à Rennes le 27 juillet 1947, il vient de dénoncer le « parti séparatiste » défendant de façon prioritaire les intérêts de l'Union soviétique et le **mot de « séparatistes »** entre dans les vocabulaires gaullien et gaulliste, désignant à vindicte les communistes, de manière assez démagogique car l'anticommunisme fait largement recette. Pour le PC, elles sont également un test, à l'heure de son tournant jdanovien et il mène campagne sur le thème du nouveau danger « fasciste » et « impérialiste ». **La campagne électorale est très dure et des heurts violents opposent les militants communistes aux groupes du RPF**. Les résultats des 19 et 26 octobre 1947 marquent **une percée spectaculaire du mouvement gaulliste, qui rassemble 38 % des votants et triomphe dans quinze des plus grandes villes**, Paris, Rennes, Bordeaux, Marseille, Lille, Alger, Strasbourg, Bordeaux, Nancy, Le Mans, Grenoble, Saint-Étienne, Reims, Angers et Caen, et dans 52 villes de préfectures 11. Aucun parti n'avait jamais obtenu, à la faveur d'un scrutin démocratique, un succès aussi éclatant ! **À Paris, Paris rouge, où le Rassemblement obtient la majorité absolue, le propre frère du Général, Pierre de Gaulle, devient président du Conseil municipal** 12. Fort de sa victoire, le général de Gaulle réclame, le 27 octobre, la dissolution de l'Assemblée nationale et la tenue de nouvelles élections législatives, au scrutin majoritaire. La principale victime,

11 Philippe Nivet, « La secousse RPF », dans Collectif, *Les élites locales dans la tourmente. Du Front populaire aux années cinquante*, sous la dir. de G.Le Béguec & D.Peschanski, CNRS Éditions, 2000, 460 p., pp. 75-94

12 Étudié dans la thèse de Philippe Nivet, éditée en *Le conseil municipal de Paris de 1944 à 1977*, Publications de la Sorbonne, 1994, 397 p., surtout dans le chapitre IV.

phagocytée, de cette poussée gaulliste est le MRP, qui ne rassemble plus que 10 % des suffrages exprimés et ne résiste bien que dans ses fiefs catholiques de l'Ouest et d'Alsace. Au contraire, la SFIO se stabilise et **le PCF garde la confiance de 30 % des votants**. La situation du gouvernement se trouve fragilisée et Ramadier doit le remanier, en ouvrant plus largement au centre. Or dans le pays des vagues de grèves se succèdent à l'automne 1947 et, en pleine crise sociale, Ramadier va démissionner le 19 novembre : un vide du pouvoir va exister au moment où les mouvements sociaux vont vraiment exploser.

Défense républicaine ? En novembre 1947, **les partis au pouvoir ont la certitude que la République est en danger, menacée sur sa droite par un nouveau 18 Brumaire (un putsch gaulliste) et sur sa gauche par un nouvel Octobre rouge (un putsch communiste)**. La hantise de l'imminence d'un coup de force est d'autant plus intense que, **depuis des mois, courent des rumeurs de complot**. Le ministre de l'Intérieur, le socialiste Édouard Depreux (1898-1981) ¹³, évoque le risque d'un « nouveau 6 Février » (1934) ; en juillet, il révèle l'existence d'un « Plan bleu » destiné à ramener au pouvoir des nostalgiques de Vichy. Quant au président du Conseil Ramadier, abreuvé de **rapports de police alarmistes**, il renforce dans le plus grand secret les moyens d'action du chef d'état-major de l'armée, le général Georges Revers (1891-1974), pour parer à l'éventualité d'un soulèvement communiste. Usé et mal soutenu par la SFIO depuis son congrès de Lyon (août), le gouvernement Ramadier démissionne, le 19 novembre 1947, après une tentative ratée de remaniement. La crise ministérielle menace. Léon Blum ne réussit pas à obtenir l'investiture, le 21. La droite lui reproche d'avoir mis sur le même pied le danger communiste et celui du gaullisme ; il déclare en effet à la tribune :

« Le danger est double : d'une part, le communisme international a ouvertement déclaré la guerre à la démocratie française, d'autre part, il s'est constitué en France un parti dont l'objectif — et peut-être l'objectif unique — est de dessaisir la souveraineté nationale de ses droits fondamentaux. »

Le 22 novembre, le MRP Robert Schuman, ministre des Finances dans le gouvernement Ramadier, est investi à une très large majorité à laquelle ne font défaut que les voix communistes et quelques-unes de l'intergroupe gaulliste. Le gouvernement qu'il forme sur la base de la défense des institutions est l'acte de naissance d'une **nouvelle majorité parlementaire dite de « Troisième Force », l'expression étant de Guy Mollet, le secrétaire général de la SFIO. C'est une coalition hétéroclite qui regroupe le MRP, la SFIO et des formations de moindre importance**

¹³ Édouard Depreux, *Souvenirs d'un militant. Cinquante ans de lutte. De la social-démocratie au socialisme (1918-1968)*, Fayard, 1972, 608 p.

(radicaux, UDSR, indépendants), soudés par une commune volonté de *statu quo* républicain face aux oppositions gaulliste et communiste. L'axe de la nouvelle majorité glisse vers la droite. Jusqu'au début des années 1950, tous les gouvernements de la IV^e République s'appuient sur la **Troisième Force dont les leaders s'échangent les ministères** : républicains populaires (Robert Schuman, Georges Bidault, Pierre-Henri Teitgen, Paul Coste-Floret **14**, Jean Letourneau **15**), socialistes (Jules Moch, André Philip, Daniel Mayer, Christian Pineau, Robert Lacoste), radicaux-socialistes (André Marie, Henri Queuille, René Mayer), UDSR (René Plevin, François Mitterrand), indépendant (René Coty). Comme le note l'historien René Rémond, la Troisième Force est « bien nommée puisqu'elle ne se définit que par soustraction des deux autres forces et qu'elle vient probablement en troisième position ». **Le gouvernement Schuman (novembre 1947-juillet 1948) est en outre, on peut le souligner, le premier à confier un ministère à une femme, la MRP Germaine Poinso-Chapuis, nommée à la Santé publique et à la Population.** La Troisième Force est donc née.

Elle est d'abord **concrétisation d'une politique de fermeté sociale et politique, au milieu des injures parlementaires et journalistiques.** Le nouveau gouvernement se heurte à une aggravation de la crise. Le 28 novembre, vingt fédérations de la CGT se constituent en un « comité central de grève » qui coordonne les opérations. Les grévistes atteignent trois millions. **L'économie du pays est désorganisée, le climat d'agitation sociale tourne à l'atmosphère de guerre civile.** De fait, les événements du début décembre prennent une tournure dramatique : il y a dans le Nord de **nombreux sabotages « non identifiés »** (PC ? CGT ? les deux ?) qui culminent avec le **déraillement de l'express Paris-Tourcoing, près d'Arras** (3 décembre). La peur est telle que, lors des obsèques nationales du général Leclerc (8 décembre), victime d'un accident d'avion en Afrique du Nord, il est décidé par mesure de précaution qu'aucun haut responsable de l'État (président de la République, présidents des deux assemblées et ministres) ne suivra le cercueil dans sa traversée de la capitale... **Schuman et son ministre de l'Intérieur, Jules Moch, sont déterminés à briser un mouvement que la psychose d'une révolution fait apparaître comme subversif. 80 000 réservistes sont rappelés pour soutenir les forces de l'ordre. Moch applique un plan méthodique d'évacuation des sites occupés.** Dans le Nord, bassin par bassin, gendarmes mobiles et CRS, appuyés par des véhicules blindés, dégagent *manu militari* les piquets de grèves autour des fosses. Les heurts sont violents dans le Pays Noir et ailleurs. La reprise de la gare de Valence (Drôme), transformée en véritable camp retranché par les cheminots,

14 1911-1979. À ne pas confondre avec son frère jumeau Alfred, lui aussi ancien du Parti démocratique populaire (PDP) et membre fondateur du MRP mais député de la Haute-Garonne et pendant douze ans membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Paul est député de l'Hérault et neuf fois ministre sous la IV^e République.

15 1907-1986.

fait trois morts, le 7 décembre. Les communistes dénoncent un gouvernement d'« assassins » et, ravivant les souvenirs de l'Occupation, comparent les CRS à des SS, faisant un parallèle entre la politique de fermeté du gouvernement et la répression de la grande grève des mineurs du Nord par les Allemands au printemps 1941. À l'Assemblée, le gouvernement Schuman fait voter, le 4 décembre, des lois sur « la défense de la République et la liberté du travail » après six jours de débats ininterrompus et d'une violence verbale inouïe. Jacques Duclos traite le président du Conseil de « boche » (Schuman, né en 1886 et Lorrain d'origine, a vécu jusqu'en 1918 dans le Reich). Jules Moch, dont le fils a été abattu par les Allemands, juif de surcroît et combattant de la France libre, est accueilli par des « Heil Hitler ! », il doit essuyer les injures de « nazi », « Noske français »¹⁶, « assassin » et « sanglant Polichinelle ». Il gardera toujours une grande réputation d'énergie aveugle et sans pitié. D'autres ministres sont des « salauds » et des « chiens couchants » et André Carrel, journaliste à *L'Humanité*, titre grassement un de ses articles « Saligauds » ! Les députés communistes, qui qualifient les mesures du gouvernement de « lois scélérates », tentent d'en retarder l'adoption en faisant de l'obstruction : l'un d'entre eux, le député de l'Hérault, Raoul Calas, entre dans les annales parlementaires pour avoir occupé la tribune une nuit entière, avant de se faire expulser. Face à l'attitude énergique du gouvernement Schuman, le mouvement de grèves, devenu impopulaire, s'essouffle. Le « comité central de grève » de la CGT donne l'ordre de « repli général » le 9 décembre, suivi par la reprise progressive du travail dès le lendemain. Ce dénouement précipité du conflit prouve que, contrairement à l'interprétation des gouvernants, le PCF n'avait pas de projet d'insurrection : agitation d'ampleur à des fins politiques, oui ; grèves révolutionnaires pour s'emparer du pouvoir, non. Agissant conformément aux consignes du Kominform contre le plan Marshall, le but des communistes était de montrer leur force et de se poser en champion de la résistance nationale face au « parti américain », identifié au gouvernement. Le jusqu'au-boutisme de certains meneurs locaux traduit l'impatience du « grand soir » chez ceux dont les attentes révolutionnaires ont été frustrées à la Libération et qui croient venue l'heure de la revanche. Le discrédit du mouvement, la lassitude de ses troupes et finalement son ambiguïté le condamnent à l'échec. Cela a pour conséquence directe l'irruption de la guerre froide sur la scène syndicale en brisant une nouvelle fois l'unité de la CGT, la troisième après les ruptures de 1922 et 1939.

L'échec des grandes grèves de l'automne 1947 ne marque pas la fin de l'agitation sociale et politique. Dans son histoire de la IV^e République, Jacques

¹⁶ En référence au social-démocrate allemand qui organisa la sanglante répression de l'insurrection spartakiste à Berlin au début de 1919.

Fauvet 17, évoquant les mois qui vont de l'automne 1947 à l'automne 1948, parle d'« année terrible ». En effet, non seulement le mouvement revendicatif continue, mais le refus de l'atlantisme conduit le PC, *via* la CGT, à reprendre l'épreuve de force en relançant la grève des mineurs du Nord en octobre-novembre 1948.

La France politique sort profondément transformée de l'année 1947. N'ayant pas les moyens de l'indépendance diplomatique poursuivie dans l'immédiat après-guerre, elle rejoint à l'heure du divorce Est-Ouest le camp occidental, au départ davantage par nécessité que par choix, comme le prouvent, malgré le plan Marshall, ses réticences à l'égard du relèvement de l'Allemagne. Toutefois, dès l'année 1948, la France devient un des piliers de l'intégration européenne naissante tant sur le plan financier — l'OECE est dirigée par le Français Robert Marjolin 18 — que militaire (UO, Union occidentale), sans parler des perspectives politiques (Congrès de l'Europe). Cette capacité d'adaptation tranche avec l'immobilité relative dont la métropole fait alors preuve dans ses relations avec l'Empire, rebaptisé Union française. Celle-ci est évoquée longuement dans les trois paragraphes finaux du préambule de la constitution :

« La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion. [...] Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires [...] ».

C'est que **l'Outre-mer sert de refuge au rêve de grandeur nationale**, fût-ce au prix de « sales guerres » coloniales. Par contrecoup, les ruptures extérieures bouleversent la donne intérieure. L'unité politique de la Résistance et le consensus social, maintenus depuis la Libération, volent en éclats. La très violente crise de l'automne 1947 définit un nouveau rapport de forces qui structure durablement la vie politique française : d'un côté, **un Parti communiste puissant qui, exclu du pouvoir, s'isole et se mure dans une opposition inconditionnelle** ; de l'autre, **le gaullisme qui apparaît comme une force de rassemblement et d'alternative. Ces deux mouvements se neutralisent l'un l'autre en raison de leurs ambiguïtés : le PC, parce que sa stratégie est plus internationale que nationale ; le RPF, parce que son opposition à la IVe République est résolue mais légaliste.** Dès lors, la Troisième Force, qui se coalise contre les deux précédentes au nom de la défense des institutions, est la principale bénéficiaire des bourrasques de l'année 1947. **La IVe République en sort renforcée.** Les graves troubles de novembre-décembre 1947 surmontés, nul parmi les dirigeants

17 J.Fauvet, *La Quatrième République*, Fayard, 1959, 399 p.

18 Robert Marjolin (1911-1986) est d'origine familiale très modeste, Cf. son autobiographie, *Le travail d'une vie. Mémoires, 1911-1986*, Laffont, 1986, 446 p.

n' imagine vraiment que le régime puisse s'effondrer. En réalité, **la guerre froide et la décolonisation ne font que commencer leur lent travail de sape...**

IV. Le président Auriol et l'instabilité gouvernementale

La crise de 1947, définie par certaines de ses formules, a mis en lumière la personnalité du premier président de la IV^e République, **Vincent Auriol**, qui, **rappelons-le**, signale vigoureusement à Ramadier les risques ouverts par la première **double investiture**. Il a opéré de façon tout aussi prémonitoire et un peu plus générale quelque temps auparavant en faisant devant des journalistes une **véritable dissertation historique sur l'instabilité ministérielle** ¹⁹. Dirigeant socialiste, ministre du Front populaire, premier président de la IV^e République, Vincent Auriol était né le 27 août 1884 à Revel, chef-lieu de canton de Haute-Garonne. Issu d'une famille modeste (son père était boulanger), il avait fait de brillantes études secondaires au lycée de Revel, qu'il poursuivit aux facultés de Toulouse en obtenant une licence de philosophie en même temps qu'un doctorat en droit. Avocat au barreau de Toulouse, il donne des cours de droit et des consultations juridiques gratuites à la bourse du Travail de la ville. Membre des Jeunesses républicaines et secrétaire des Étudiants socialistes (1903), il adhère à la SFIO à sa fondation (avril 1905). Dès l'année suivante, il appartient au comité fédéral de la Haute-Garonne et, en octobre 1908, est délégué au Congrès national de Toulouse. Cofondateur (décembre 1908) et rédacteur en chef bénévole du quotidien *Le Midi socialiste*, il est, en 1909, condamné à cinquante francs d'amende pour diffamation envers la municipalité radicale de Toulouse. Les campagnes du journal contre la vie chère et en faveur des propositions de Jaurès tendant à instituer un monopole d'État sur le blé et des minoteries communales contribuent également à faire connaître Vincent Auriol, que la Fédération de la Haute-Garonne présente aux élections législatives de 1910 dans l'arrondissement de Muret. Battu dès le premier tour, il prend sa revanche en 1914. Il va dès lors **siéger sans interruption au Palais-Bourbon jusqu'en 1947**, comme représentant de cet arrondissement ou (lors des élections au scrutin de liste) du département. Le 1^{er} juin 1912, il **épouse la fille d'un des fondateurs de la Verrerie ouvrière d'Albi, Michelle Aucouturier, qui demeure sa compagne jusqu'à sa mort, élégante femme qui donne avec naturel du lustre à l'Élysée**.

Vincent Auriol, qui dans son enfance avait perdu un œil dans un accident (comme Gambetta), n'est pas mobilisé pendant la Première Guerre mondiale. Après s'être situé sur des positions centristes en 1918, il adhère en 1920 au Comité de résistance socialiste fondé par Blum contre la III^e Internationale, et au Congrès de Tours il choisit de rester à la SFIO. Maire de Muret à partir de 1925, conseiller général de Carbonne à partir de 1928, il dispose d'une très solide implantation locale. Au plan

¹⁹ Vincent Auriol, *Journal du Septennat. 1947-1954*, Édité par P.Nora, Armand Colin, 7 vol., tome I (1947), 1970, 876 p., 20 janvier 1947.

national, ses compétences économiques et financières font adopter par la SFIO, en 1921, un « **plan Auriol** » sur les réparations allemandes (préconisées en nature) et la reconstruction de l'Europe, qui serait financée par des prêts à long terme sous l'égide d'un organisme international. Membre de la commission des Finances de la Chambre depuis 1914, Vincent Auriol accède à sa présidence de 1924 à 1926 et à ce titre participe, aux côtés d'Herriot puis de Caillaux, aux négociations de Londres (été 1924) et de Washington (avril 1926) qui mettent au point successivement le plan Dawes et le remboursement des dettes de la France vis-à-vis des États-Unis. Secrétaire du groupe socialiste à la Chambre des députés de 1928 à 1939, membre pratiquement sans interruption de la Commission administrative permanente (CAP) de la SFIO, délégué de cette dernière au bureau de l'Internationale ouvrière socialiste, Vincent Auriol est un dirigeant plein de chaleur et d'éloquence, et soucieux de conciliation. **Ministre des Finances dans le premier gouvernement du Front populaire** (4 juin 1936-22 juin 1937), il doit procéder à la dévaluation du 28 septembre 1936. Il est ensuite ministre de la Justice dans le troisième cabinet Chautemps (22 juin 1937-17 janvier 1938), puis ministre de la Coordination des services de la présidence du Conseil dans le deuxième ministère Blum (13 mars-8 avril 1938).

Fidèle soutien de Blum tout au long de l'entre-deux-guerres, Vincent Auriol compte comme lui, le 10 juillet 1940, au nombre des quatre-vingts parlementaires qui s'opposent à la délégation des pleins pouvoirs à Pétain. Emprisonné (septembre 1940-avril 1941) puis assigné à résidence (août 1941-octobre 1942), il vit un an de clandestinité dans l'Aveyron ; c'est là qu'il écrit un livre, *Hier et demain*, qu'il publie en 1945 et où il analyse les faiblesses des institutions de la IIIe République. En octobre 1943, il rejoint Londres. Il siège bientôt à l'Assemblée consultative d'Alger, dont il préside la commission des Affaires étrangères. Il participe aussi activement aux réflexions sur les institutions futures du pays, s'affirmant partisan d'un système monocaméral dans lequel le président du Conseil est désigné par l'Assemblée et responsable devant elle sur la base d'un contrat de législation. C'est la position qu'adopte la SFIO à son congrès d'août 1945, et l'amorce du premier projet de Constitution que le référendum du 5 mai 1946 rejette, comme nous l'avons vu.

Le 21 novembre 1945, dans le gouvernement formé par le général de Gaulle, Vincent Auriol est nommé ministre d'État chargé des rapports avec l'Assemblée. Quelques jours après le départ du Général, il est élu président de l'Assemblée constituante (31 janvier 1946). En mars et avril, il organise plusieurs réunions de conciliation entre les composantes du tripartisme et propose en vain que le président de la République soit élu par un collège élargi. **À nouveau président de la deuxième Assemblée constituante (14 juin 1946), il joue un rôle essentiel dans l'élaboration du**

texte constitutionnel de transaction qui est adopté par le référendum du 13 octobre 1946. Élu le 3 décembre 1946 président de l'Assemblée nationale, Vincent Auriol est, le 16 janvier 1947, porté par le Congrès réuni à Versailles à la présidence de la République, et ce, dès le premier tour de scrutin, par 452 voix (notamment celles des socialistes et des communistes) sur 883.

Tout au long de ses sept années de présidence, Vincent Auriol entend assumer ses responsabilités « scrupuleusement et complètement », en se faisant aider par un cabinet, peu nombreux et dirigé par l'ancien normalien et résistant Jacques Kosciusko-Morizet (1913-1994) ²⁰, et de nombreux conseillers informels et amicaux, comme Léon Blum (qu'il visite à Jouy-en-Josas), Monnet et de Lattre. C'est Monnet qui le convainc de modifier la politique allemande dure initialement suivie par la France, mais Auriol se plaint vers la fin de son septennat que la politique économique européenne soit faite par Monnet. La « magistrature morale » qu'il exerce, et qu'il définit dans son discours du 15 novembre 1951, lui prescrit de n'être « ni un président soliveau ni un président personnel », mais par son « pouvoir de conseil, d'avertissement, de conciliation », de veiller à « la volonté profonde et permanente du pays : défendre l'État, sa Constitution, ses institutions et en même temps les intérêts permanents de la France ». Il exerce ainsi dans les Conseils du gouvernement une influence active de conciliation et d'arbitrage et tente toujours de faire prévaloir l'intérêt collectif : le *Journal du septennat (1947-1953)*, dont la rédaction lui semble être un devoir de sa charge, et le fonds 552 AP des Archives nationales l'attestent abondamment. Président de l'Union française, il entreprend dès le lendemain de son élection un voyage en Afrique noire et entretient d'étroites relations avec le sultan du Maroc et le bey de Tunis. Favorable à l'Alliance Atlantique, il n'hésite pas à dénoncer l'attitude des États-Unis, déclarant à leur propos dans son discours de Donzère-Mondragon (novembre 1951) qu'il est « plus facile de donner des leçons que des exemples ». D'une façon générale, le *Journal* montre bien l'intérêt qu'Auriol porte à la politique étrangère, la part de son temps qu'il y consacre, ce qui est permis par la constitution, sur ce point comme sur d'autres fidèle à la tradition de la IIIe République. Il se plaint parfois, et par écrit, de ne pas être informé au sujet de la politique étrangère ; le 3 octobre 1950, il envoie un long mémoire « sur la situation internationale » ²¹. Avec le temps qui passe, Auriol mesure le décalage entre ses ambitions de départ et les apories du régime, son impatience grandit et il lui arrive souvent de lâcher des jurons

20 Père de François Kosciusko-Morizet (1940-2015), Polytechnicien, maire de Sèvres (1995-2014) et conseiller général des Hauts-de-Seine (2006-2015), grand-père de Nathalie Kosciusko-Morizet. Sur l'incarnation républicaine par Auriol, le chapitre 8 de J.Garrigues, *La République incarnée. De Léon Gambetta à Emmanuel Macron*, Perrin, 2019, 464 p.

21 *Journal...*, pp. 705-719

devant ses interlocuteurs 22 ! D'autre part, la famille Auriol aura son image (au sens propre) très contrôlée, à la suite d'un accord avec la presse, survenu à la suite de l'énervement présidentiel provoqué par les *paparazzi* de La Clusaz début janvier 1949.

En novembre 1954, il refuse de briguer un second septennat, ce qu'il a annoncé longtemps à l'avance. Dès lors, retiré à Muret, il ne sort de son silence qu'en de rares occasions. En mai 1958, il défend devant le groupe parlementaire socialiste la candidature à la présidence du Conseil du général de Gaulle, pourtant étrillé auparavant, mois après mois, dans son *Journal*, même s'il refuse de prendre un contact direct avec lui et décline ensuite le poste de vice-président du Conseil que de Gaulle lui offre. Le 15 octobre 1958, dans une lettre adressée au secrétaire de la Fédération socialiste de la Haute-Garonne, il fait savoir que, condamnant l'orientation donnée par Guy Mollet à la SFIO, ni lui-même ni son épouse ne reprendront leurs cartes d'adhérents. À partir du printemps 1960, il dénonce la dérive du régime gaulliste « vers un système de pouvoir personnel et autoritaire en opposition avec les règles et principes essentiels de la démocratie », selon les termes de sa lettre adressée le 25 mai 1960 au président du Conseil constitutionnel, par laquelle il déclare renoncer au siège dont, comme ancien président de la République, il dispose de droit et à vie au sein de ce Conseil. En octobre 1962, il s'élève vigoureusement contre le référendum, qu'il qualifie d'« acte de pouvoir absolu, contraire à la Constitution ». Vincent Auriol désormais ne rompt plus le silence et se retire dans sa propriété de Bormes-les-Mimosas, où il se fracture deux fois le col du fémur et est sauvé d'un incendie de forêt par le cinéaste-alpiniste Marcel Ichac (1906-1994). Il meurt à Paris, le 1er janvier 1966. 23

On l'a vu, Ramadier a créé d'emblée la « double investiture » : investi le 21 janvier 1947 il accepte une semaine plus tard une discussion et un vote sur la composition de son gouvernement. Qu'est-ce qui marque, fondamentalement, sur le moment et rétrospectivement, le régime et l'histoire politiques de la Quatrième République ? Le régime des partis, l'instabilité gouvernementale, mais la relative stabilité des ministres, et la « république des députés » 24. Se succèdent 21

22 On le sait car il enregistre au magnétophone certaines conversations dans son bureau à partir de 1949. L'appareil est photographié dans *Paris Match*, 21 janvier 1956, p. 53.

23 Notice de Jean-Paul Brunet, dans J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p. ; Éric Gheballi, *Vincent Auriol. Le président citoyen. 1884-1966*, Grasset, 1998, 398 p ; Gilles Morin, « Vincent Auriol, un grand élu socialiste », dans *Les élites locales dans la tourmente. Du Front populaire aux années cinquante*, sous la dir. de G.Le Béguec & D.Peschanski, CNRS Éditions, 2000, 460 p., pp. 145-160 ; G.Bossuat, « Jean Monnet. La mesure d'une influence », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1996, pp. 68-84 ; témoignage de Marcel Ichac à l'auteur. Michelle Auriol est décédée en 1979.

24 Ces idées et surtout la dernière, plus originale, sont évoquées longuement dans le Colloque *La Quatrième République : bilan trente ans après la promulgation de la constitution de 1946* (Nice, 1977), LGDJ, 1978, 453 p.

gouvernements entre janvier 1947 (Ramadier) et juin 1958 (gouvernement de Gaulle), **soit une durée moyenne inférieure à 7 mois** ; pendant la période cruciale et finale entre juin 1954 (gouvernement PMF) et juin 1958 (gouvernement de Gaulle), soit pendant quatre ans exactement sept gouvernements se suivent. **Et pourtant les auteurs de la constitution de 1946 avaient eu le désir de remédier à l'instabilité dont la France avait souffert sous la IIIe République, notamment en gravant dans le marbre que l'investiture du président du Conseil se ferait à la majorité absolue et qu'il ne pourrait être renversé que s'il était battu dans les mêmes conditions, ce qui dans l'esprit des constituants devait éviter les chutes intempestives.**

Deux présidents du Conseil sont partis « normalement » et de manière quasi tautologique, Henri Queuille, qui a remis le 10 juillet 1951 la démission de son troisième gouvernement après les élections législatives, en vertu de l'article 45 de la constitution, stipulant qu'au début de chaque législature « le président de la République désigne le président du Conseil », et, bien sûr, de Gaulle devenant président de la Ve République le 8 janvier 1959. **Tous les autres gouvernements ont démissionné à la suite d'une crise, mais six seulement ont été renversés dans les formes constitutionnelles, c'est-à-dire après un refus de la confiance à la majorité absolue. Le même nombre de six présidents du Conseil ont démissionné sans vote parlementaire,** et dès Ramadier le 19 novembre 1947, Guy Mollet provoquant sa chute pour ramener les communistes au gouvernement. **Les sept gouvernements qui restent se sont retirés certes après un vote négatif, mais sans être obligés de le faire car ils n'avaient pas posé la question de confiance ou encore la majorité absolue n'avait pas été atteinte,** et dès Robert Schuman le 19 juillet 1948, montrant son opposition à un amendement socialiste réduisant les crédits militaires.

La question de confiance est en fait la seule arme dont dispose le gouvernement. Il en est résulté à la fois sa banalisation et sa dénaturation. D'une part, les présidents du Conseil y ont recours comme moyen de procédure pour riposter à la **guérilla législative**, faire discuter leurs projets ou écarter les amendements, et, d'autre part, ils cherchent à en esquiver la solennité et les conséquences constitutionnelles en matière de dissolution, par le recours à la « confiance implicite ». **Au total la question de confiance est posée... 164 fois.** Les groupes qui, sous la Quatrième République, sont passés en totalité ou en grande partie de la majorité à l'opposition pour ouvrir les treize crises provoquées par la mise en minorité du gouvernement sont :

- 9 fois les Indépendants et Paysans
- 6 fois les RS (Républicains sociaux, ex-RPF), les radicaux et les UDSR
- 4 fois les socialistes

Seul de tous les groupes parlementaires, le MRP n'a jamais rejoint l'opposition dans un scrutin ayant entraîné une crise ministérielle 25.

La période allant de l'élection de la première constituante (21 octobre 1945) au départ des communistes du gouvernement (4 mai 1947) est néanmoins caractérisée par une majorité gouvernementale remarquablement stable et qui résiste à une crise majeure : le départ de De Gaulle. Cette majorité de tripartisme représente presque les trois quarts des suffrages exprimés en octobre 1945. **Deuxième nuance, les gouvernements ont des durées très variables**, il est vrai que le plus long, celui de Guy Mollet (1956-1957), ne vit que seize mois à peine... **Une objection beaucoup plus forte, et déjà exprimée, est que l'instabilité gouvernementale n'exclut pas la stabilité de ministres, comme Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères de juillet 1946 à janvier 1953.** Le problème est que tout cela bute sur les « impasses du parlementarisme » 26. **Le cumul des mandats est amplifié par rapport à la IIIe République, au cours de laquelle, en moyenne, 30 % des députés exerçaient un autre mandat : on est à hauteur de 45 % sous la IVe République (et on sera à 90 % sous la Ve République !).**

Dès le 30 novembre 1950 l'Assemblée nationale décide de réviser un certain nombre d'articles de la constitution, mais la modification de la loi électorale (non inscrite dans la constitution, ce qui est de tradition en France) prend l'ascendant dans le travail parlementaire. C'est seulement quatre ans plus tard et grâce à Pierre Mendès France, pour lequel c'est un combat long et difficile, qu'est votée une loi constitutionnelle (7 décembre 1954) modifiant 11 articles de la constitution. Plusieurs changements ont pour but de rendre au Conseil de la République, dont les membres s'appellent officiellement à nouveau sénateurs depuis décembre 1948, une partie des anciens pouvoirs du Sénat de la IIIe République. Surtout, les conditions d'investiture gouvernementale sont modifiées. Le président du Conseil se présente désormais devant l'Assemblée nationale non plus seul, mais avec l'ensemble de son ministère, et le vote d'investiture aura lieu à la majorité simple. Le caractère manifestement insuffisant de cette réforme provoque d'autres tentatives, jusqu'en 1958, en vain. **L'idée d'un régime présidentiel gagne du terrain, ce qui explique sans doute le ralliement de la classe politique, dans sa grande majorité, à la révision gaullienne de 1958.** Ceci relègue loin la fameuse question « meurtre ou suicide ? », d'autant que la France de De Gaulle est aussi la France du nouveau franc et de l'arme atomique, conformément à l'élan des années 50 !

25 *Le MRP vous parle !*, 1er trimestre 1999, p. 14.

26 Titre de chapitre dans Y.Lequin dir., *Histoire des Français*, Armand Colin, 3 vol., 1983-1984, tome III.

Sur le plan parlementaire, les conséquences de la Guerre froide sont nettes. D'abord, elle est un facteur délétère d'instabilité gouvernementale. Les élections de novembre 1946 amènent à l'Assemblée nationale une majorité tripartiste écrasante : les trois quarts des sièges reviennent au PCF, au MRP et à la SFIO. Mais **la Guerre froide bouleverse les données du jeu politique** : l'ostracisme contre le parti communiste d'une part, la montée en puissance du RPF d'autre part, obligent le MRP et la SFIO, qui n'ont pas la majorité absolue, à se tourner vers les formations du centre, modérés et radicaux. **La Troisième Force, née en novembre 1947, est une coalition hétérogène de partis « condamnés à vivre ensemble », selon l'expression de Henri Queuille.** Elle est soudée face au communisme et au gaullisme, mais elle se déchire sur les questions économiques et sociales. D'où l'instabilité des gouvernements (9 de 1947 à 1951 !) et, de surcroît, leur pragmatisme obligé.

Une autre conséquence parlementaire de la guerre froide est le glissement progressif des majorités vers la droite. Les gouvernements de Troisième Force sont tous dirigés par les partis non-marxistes : le MRP, avec Robert Schuman et Georges Bidault, le parti radical, avec André Marie et Henri Queuille, l'UDSR, avec René Pleven. Aucun socialiste n'obtient l'investiture ! **Le processus d'infléchissement à droite s'accélère avec la dislocation de la Troisième Force au lendemain des élections législatives de juin 1951.** Hostile au financement de l'école privée, la SFIO, pour la première fois depuis la Libération, ne participe pas à un gouvernement (août 1951). L'accession à la présidence du Conseil d'Antoine Pinay, un indépendant membre de l'Alliance démocratique, rejette les socialistes dans l'opposition ouverte (mars 1952). **L'année 1953 confirme le retour de la droite aux affaires, puisque deux de ses représentants parviennent à la tête de l'État, Joseph Laniel à Matignon (juin 1953) et René Coty à l'Élysée (décembre 1953).**

En conclusion on pourrait d'abord ironiser à propos de deux timbres-poste d'usage courant, deux Mariannes, celle de la Libération, **la Marianne de Pierre Gandon** (1899-1990), coiffée d'un bonnet phrygien mais la bouche fermée (elle a été choisie par de Gaulle...), **et celle de Louis Muller, en 1955,** sage jeune fille de la ruralité, coiffée de feuilles de chêne, pleine d'espérance tranquille sur fond de soleil rayonnant... Enfin, **on peut se poser la question : cette nation en difficulté est-elle France (politique) « ouverte » ou « fermée » ? L'un et l'autre en fait, le problème final étant que les modernités politiques de la IVe République, bien réelles, ne réussissent pas à « déboucher » à la fin des années 50, c'est la Ve République qui en tire profit...**

Et je signale mon gros travail :

La France des années 50. Début des Trente Glorieuses ?, mis en ligne le 6 janvier 2023
sur HAL-SHS (CNRS) : <https://shs.hal.science/halshs-03839884>